
Les défis de la conservation du patrimoine de l'Église de Suède : financement étatique et continuité de l'usage

Eva Löfgren



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rdr/841>

DOI : 10.4000/rdr.841

ISSN : 2534-7462

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 3 mai 2017

Pagination : 79-93

ISBN : 978-2-86820-973-3

ISSN : 2493-8637

Référence électronique

Eva Löfgren, « Les défis de la conservation du patrimoine de l'Église de Suède : financement étatique et continuité de l'usage », *Revue du droit des religions* [En ligne], 3 | 2017, mis en ligne le 03 février 2020, consulté le 19 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rdr/841> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdr.841>



La *revue du droit des religions* est mise à disposition selon les termes de la Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0.

LES DÉFIS DE LA CONSERVATION DU PATRIMOINE DE L'ÉGLISE DE SUÈDE : FINANCEMENT ÉTATIQUE ET CONTINUITÉ DE L'USAGE

Eva LÖFGREN

Göteborgs universitet, Institutionen för kulturvård

RÉSUMÉ

Propriété des paroisses, les édifices culturels de l'Église de Suède sont considérés comme un élément du patrimoine culturel de tous les citoyens, indépendamment de leur affiliation religieuse. Ces biens religieux bénéficient à ce titre d'un système de compensation financière versée par l'État visant à protéger leur intérêt historique. Si, en dehors des offices religieux, les édifices sont ouverts à un grand nombre d'activités, nombre d'entre eux sont cependant sous-utilisés, en raison de la baisse de fréquentation des fidèles. La question de leur usage présent et futur devient cruciale et la distinction entre usage religieux contemporain et usage patrimonial séculier est au cœur des réflexions sur l'avenir du patrimoine religieux suédois.

ABSTRACT

The places of worship owned by the Swedish Lutheran congregations are undeniably part of the cultural heritage of all citizens, notwithstanding their religious belonging. Those valuable goods benefit on this ground of the Church Conservation Compensation, a State financial support aimed at protection their historical value. In addition, although church buildings are a venue for various activities, many of them remain underused due to the decrease in churchgoing. The issue of their present and future use has become crucial and the distinction between the contemporary religious attendance and the secular heritage interest in those buildings lies at the centre of reflection on the future of Swedish religious heritage.

Vu de l'étranger, le contexte social et les conditions économiques qui sous-tendent l'entretien et la conservation des églises paroissiales en Suède peuvent apparaître comme relativement avantageux. L'on dénombre approximativement 3 400 églises paroissiales et 15 cathédrales appartenant à l'Église évangélique-luthérienne suédoise – l'Église de Suède. La majorité d'entre elles sont protégées par la loi sur le patrimoine de 1988 (SFS 1988 : 950) qui prévoit en particulier que toutes les églises construites avant 1940 bénéficient d'une protection particulièrement élevée. Ainsi, depuis que l'Église de Suède a été séparée de l'État en 2000, seules 54 églises ont été vendues et 6 ont été démolies¹. Comme dans beaucoup de pays d'Europe de l'Ouest, le nombre d'édifices culturels dépasse ce que requièrent les célébrations dominicales². Toutefois, les statistiques montrent qu'une majorité de ces édifices sont malgré tout utilisés, au quotidien ou de façon hebdomadaire³.

Par ailleurs, il importe de souligner que les deux tiers de la population suédoise sont toujours membres de l'Église et s'acquittent d'une taxe annuelle qui s'est élevée en 2016 à 12,8 milliards de couronnes suédoises (environ 1,3 milliard d'euros). En outre, l'État suédois contribue de façon substantielle à la préservation du patrimoine culturel immobilier de l'Église en finançant à hauteur d'environ 50 millions d'euros par an des mesures de protection de l'intérêt historique des édifices culturels. En dépit de ces conditions favorables, le discours sur les édifices culturels, et en particulier sur leurs fonctions futures, apparaît marqué par une certaine perplexité et de l'inquiétude⁴. Bien que l'Église et l'État disposent tous deux des ressources financières et

1. Il s'agit de l'église Saint-Olof à Uppsala, des églises de Viksjö et Kristineberg (Lycksele), des églises de Maglarp, Krokom et Solliden (Örebro). À Viksjö, Krokom et Solliden, les églises démolies ont été remplacées par de nouveaux édifices. V. LÖFGREN E., *Gamla kyrkor – nya värden. Bruk och förvaltning av kyrkobyggnader i ett förändrat samhälle* [Vieilles églises, nouvelles valeurs. Utilisation et gestion des édifices culturels dans une société en mutation], Göteborgs universitet, Institutionen för kulturvård, (à paraître).
2. TSIVOLAS T., *Law and Religious Cultural Heritage in Europe*, Heidelberg, Springer, 2014. – FORNEROD A. (ed.), *Funding Religious Heritage*, Farnham, Ashgate, 2015.
3. SVENSKA KYRKAN, *Besök i Svenska kyrkans gudstjänster 1990-2015. Svenska kyrkan i siffror* [L'Église de Suède en chiffres. 1990-2015].
4. LÖFKVIST S., « Levande kyrka eller museum ? » [Église vivante ou musée ?], *Sydöstran*, 12-06-2006. – HAMMAR H. B., « Dags att riva svenska kyrkor » [Le temps est venu de démolir des églises suédoises], *Svenska Dagbladet*, 02-10-2011. – WIDMARK H., « Kyrkornas framtid berör oss alla » [L'avenir des églises nous concerne tous], *Svenska Dagbladet*, 05-10-2011. – BECKMAN S., « Svenska kyrkan klarar inte skötseln av alla kyrkor » [L'Église de Suède ne peut pas gérer toutes les églises], *Dagens Nyheter*, 25-12-2013 – MATZOLS B., « Kräv besked om kyrkornas framtid » [Exiger d'être informé de l'avenir des églises], *Kyrkans Tidning*, 16-01-2014. – « Svenska kyrkan tappat medlemmar och måste spara » [L'Église de Suède perd des membres et il faut la sauvegarder], *Sveriges Radio*, 28-03-2016.

de la détermination nécessaires à la sauvegarde de ces édifices, la véritable question est de savoir comment les utiliser à l'avenir.

L'ambition de cette contribution est d'exposer et d'analyser tout d'abord le cadre formel qui détermine aujourd'hui la gestion des édifices culturels en Suède. Il s'agit ensuite d'examiner la notion d'usage et ses applications en matière de protection des monuments historiques dont font partie les églises. Le cadre juridique applicable, tant aux édifices culturels qu'au patrimoine culturel, doit être apprécié au regard des études gouvernementales et des rapports des autorités publiques dans ce domaine (1). Par ailleurs, le système de financement public spécifique permettant la protection de la valeur patrimoniale des édifices culturels mérite d'être analysé (2). Enfin, en revenant sur quelques cas de ventes d'édifices culturels, nous illustrerons le décalage existant entre les valeurs liées à l'usage religieux contemporain et les valeurs historiques qui relèvent de l'ordre profane, lequel constitue l'un des principaux enjeux du patrimoine culturel matériel en Suède (3).

1. EXPLORER L'AVENIR DES ÉGLISES PAROISSIALES SUÉDOISES

La séparation de l'État et de l'Église de Suède est le fruit d'un long processus, fait d'enquêtes et d'études menées par le gouvernement et des travaux de diverses commissions. L'un des fondements les plus importants de ce processus fut indubitablement la loi sur la liberté religieuse de 1951 (SFS 1951 : 680)⁵ qui conférait au peuple suédois la pleine liberté de religion, y compris le droit de ne pas appartenir à une quelconque confession. À la suite de cette loi, plusieurs mouvements politiques proposèrent une enquête approfondie sur les formes et les conséquences prévisibles de la dissolution des liens organisationnels entre l'État et l'Église⁶. Cependant, l'enquête qui démarra finalement en 1958 ne s'appuya pas sur l'idée d'une séparation prochaine. Elle souligna plutôt qu'il s'agissait de rassembler et présenter des informations impartiales qui pourraient servir de base à de futures décisions. À cette époque, les liens entre l'Église et l'État étaient en effet tenus pour

5. HARDING T., « The Dawn of the Secular State ? Heritage and Identity in Swedish Church and State Debates 1920-1939 », *International Journal of Cultural Policy*, 22/4, 2016, p. 631-647. – BURÉN A., *Living Simultaneity : On Religion among semi-secular Swedes*, Doct. th., Göteborgs universitet, 2015.

6. *Svenska kyrkan och staten* [L'Église de Suède et l'État] (SOU 1968 : 11). – MODÉER K. Å, « The Long Way towards Traditional Autonomy. The Swedish Church and the Law 1968-2008 », in CHRISTOFFERSEN L., MODÉER K. Å and ANDERSEN S., *Law and Religion in the 21st Century : Nordic Perspectives*, Copenhagen, Djøf, 2010, p. 81-88.

acquis et semblaient indéfectibles. Comme l'a souligné la commission constitutionnelle du Parlement suédois en 1956, « le fait que l'administration de l'Église ait été assurée de longue date par les autorités publiques a conduit à une situation où les limites entre les attributions de l'Église et celles de l'État sont souvent floues »⁷. Le principal dessein des études qui ont suivi la loi de 1951 consistait en fait à explorer une relation politiquement viable entre deux acteurs institutionnels dont l'interdépendance avait longtemps imprégné beaucoup d'aspects de la vie des Suédois.

L'une des principales questions posées concernait l'avenir des églises paroissiales, en particulier leur statut juridique indéterminé et leur situation économique future. Édifiés avec les moyens et le travail des communautés locales et affectés à un usage collectif, ces bâtiments étaient constamment désignés comme des espaces et des propriétés de la commune, bien qu'une grande majorité des terrains ait été donnée ou léguée à l'Église⁸.

Dans les rapports officiels de 1968 et 1970, plusieurs des instances et organismes consultés soutenaient que la société devait demeurer responsable des églises paroissiales, qu'il s'agisse pour ce faire de maintenir des liens entre l'Église et l'État ou d'assurer un financement public de l'entretien de ces églises⁹. Dans ce sens, l'un de ces organismes affirma que la simple suggestion de laisser ces édifices « à une communauté religieuse qui n'entretient pas de liens organisationnels avec la vie publique du district et que l'on pourrait considérer comme une association à but non lucratif » était inacceptable¹⁰. L'ensemble des parties concernées s'accorda néanmoins sur le droit prioritaire des paroisses de l'Église de Suède d'utiliser les églises. En outre, chacun fut convaincu que les paroisses, dussent-elles devenir propriétaires, ne seraient pas à même, économiquement, d'assurer l'entretien des édifices une fois la séparation établie et le système d'impôt ecclésiastique modifié. Toutefois, l'idée de mettre en place un système de financement étatique qui concernerait les édifices culturels appartenant à la seule Église de Suède était controversée¹¹.

7. *Svenska kyrkan och staten* [L'Église de Suède et l'État] (SOU 1968 : 11) [toutes les traductions sont de l'auteur].

8. HILLSTRÖM M., *Kyrkoantikvarisk ersättning, bakgrunden. I Gamla kyrkor – nya värden. Bruk och förvaltning av kyrkobyggnader i ett förändrat samhälle* [Le système de compensation et son contexte. Vieilles églises, nouvelles valeurs. Utilisation et gestion des édifices culturels dans une société en mutation], Göteborgs universitet, Institutionen för kulturvård (à paraître).

9. *Svenska kyrkan och staten* [L'Église de Suède et l'État] (SOU 1968 : 11). – *Om stat och kyrka* [L'État et l'Église] (SOU 1970 : 2).

10. SFS 1970 : 11, p. 458.

11. HILLSTRÖM M., *op. cit.*

Après huit vagues d'enquêtes et les travaux de plusieurs commissions réalisés sur une période de quarante ans, des projets de loi gouvernementaux établirent le cadre des nouvelles relations entre l'État et l'Église à la fin des années 1990 et désignèrent les paroisses comme propriétaires légaux. Un usage religieux continu participant de la conservation des édifices, il fut considéré qu'une telle solution protégeait tant l'intérêt public que les intérêts de l'Église. Toutefois, il fut spécifiquement inscrit dans le projet de loi 1997/98¹² qu'au fondement de la nouvelle organisation ainsi envisagée se trouvait la certitude que l'Église de Suède « n'envisageait pas de profondes altérations de sa structure »¹³. En d'autres termes, les prérequis d'ordre organisationnel visant à protéger – à travers l'usage religieux – ce patrimoine culturel ne devait pas connaître de changement.

2. LE FINANCEMENT PAR L'ÉTAT DE LA PRÉSERVATION DES VALEURS SÉCULIÈRES

2.1. LA PRISE EN COMPTE DE LA DOUBLE DIMENSION DU PATRIMOINE CULTUREL RELIGIEUX

En tant qu'entités juridiques, les paroisses se virent donc attribuer la pleine propriété des édifices culturels¹⁴. Or, et ce point est d'une grande importance, les études ayant présidé au processus de séparation firent le choix de définir les biens historiques des églises paroissiales comme constituant le patrimoine culturel de tous les citoyens, indépendamment de leur foi ou affiliation religieuse¹⁵. Cette affirmation a deux conséquences significatives. D'une part, les églises relevant de ce patrimoine commun ne peuvent être organisées localement et entretenues en considération des seuls besoins culturels de la communauté religieuse. En conséquence, les exigences contemporaines

12. Staten och trossamfunden bestämmelser om Svenska kyrkan och andra trossamfund [Projet de loi sur l'Église de Suède et les autres communautés religieuses] (Prop. 1997/98 : 116).

13. Kulturarv kulturmiljöer och kulturföremål [Projet de loi sur le patrimoine culturel] (Prop. 1998/99 : 114).

14. L'Église de Suède dispose d'une personnalité juridique propre, tout comme les treize diocèses et les paroisses locales. Cette organisation a été fixée par la loi sur l'Église de Suède (SFS 1998 : 1591).

15. Ändrade relationer mellan staten och Svenska kyrkan [Projet de loi sur les relations entre l'État et l'Église de Suède] (Prop. 1995/96 : 80) et Staten och trossamfunden bestämmelser om Svenska kyrkan och andra trossamfund [Projet de loi sur l'Église de Suède et les autres communautés religieuses] (Prop. 1997/98 : 116, 79).

liées au culte ne peuvent supplanter la protection de ce qui présente un intérêt historique pour la société dans son ensemble. D'autre part, et ainsi qu'il est expressément précisé dans le projet de loi 1995/96¹⁶, il fut estimé déraisonnable que la communauté religieuse puisse supporter seule le coût de ce qui relève plus globalement de l'intérêt commun.

La solution finalement retenue consiste en une compensation versée par l'État qui couvre une large part des dépenses engendrées par l'entretien et la protection de l'intérêt historique des édifices culturels¹⁷. Il fut bien expliqué alors que le financement étatique ne devait pas être considéré comme une subvention, mais comme une légitime contrepartie financière. Dans cette approche, il était fondamental de laisser entendre que l'État séculier ne financerait pas des mesures propres à faciliter ou favoriser les usages religieux¹⁸.

Au final, les propositions qui s'avérèrent décisives supposaient tout d'abord que les édifices culturels, bien que propriété de la communauté religieuse, devaient rester « publics ». Il était également clair que la façon de concevoir une église, mais aussi son mobilier et son usage, pouvait et devait être considérée sous deux angles. D'une part, l'église doit être perçue et utilisée comme un *lieu de culte*, dans sa contemporanéité, sa dimension religieuse et les évolutions qu'elle est susceptible de connaître à ce titre. D'autre part, et de façon concomitante, l'église doit être vue comme un *lieu historique*, ancien, sécularisé et d'une certaine façon immuable.

En effet, ainsi qu'une commission l'avait affirmé antérieurement, il est « rarement possible de tirer définitivement une ligne entre les coûts d'entretien relatifs à l'usage religieux d'un côté et, de l'autre, les coûts relevant de l'usage du patrimoine culturel »¹⁹. Il n'en reste pas moins que la distinction entre l'usage religieux contemporain et l'usage patrimonial séculier devint le fondement du système de financement par l'État suédois qui vise une protection à long terme des édifices culturels. Cette évolution n'est absolument pas surprenante dans la mesure où elle renvoie à une distinction

16. Ändrade relationer mellan staten och Svenska kyrkan [Projet de loi sur les relations entre l'État et l'Église de Suède] (Prop. 1995/96 : 80)

17. *Ibid.*

18. SVENSKA KYRKAN, *Direktiv till en utredning om Svenska kyrkans fastighetshantering och Utjämningsystem*. Direktiven är fastställda av kyrkostyrelsen den 13 december 2012 [Directive pour une enquête sur les systèmes de gestion de la propriété et de compensation de l'Église de Suède] (Dnr Ks 2012 : 1012). – SUÈDE. SKATTEVERKET [Agence suédoise des impôts], *Avgifter och storlek på samfunden* [Montant des redevances par confessions] : consultable sur <https://www.skatteverket.se> [consulté le 13 janv. 2017].

19. *Staten och trossamfunden Slutbetänkande av Kyrkoberedningen* [Rapport final sur l'État et les communautés religieuses] (SOU 1994 : 42), p. 129.

établie de longue date entre valeurs d'usage et valeurs commémoratives²⁰ sur laquelle s'appuient la plupart des projets de conservation. Dans le contexte suédois, un rapport gouvernemental de 1973 définissait ainsi les valeurs historiques comme « toutes les valeurs qui ne se rapportent pas uniquement à l'utilité »²¹, définition reprise plus tard dans la loi sur le patrimoine de 1988.

2.2. LE CADRE PRATIQUE DU SYSTÈME DE COMPENSATION

Le système de compensation de la conservation prise en charge par l'Église fut légalement établi en 1999 par un amendement à la loi sur le patrimoine de 1988 qui dispose que « l'Église de Suède est en droit d'obtenir de l'État une certaine compensation pour les coûts historiquement fondés de conservation et d'entretien du patrimoine religieux » (SFS 1999 : 304). Selon cet amendement, les « édifices culturels » désignent les églises qui ont été inaugurées par et pour l'Église de Suède avant le 1^{er} janvier 2000 et étaient propriété de l'Église à cette même date. Il est important de souligner que la loi ne s'applique pas aux édifices culturels construits par les autres communautés chrétiennes ou appartenant à d'autres confessions qui ne bénéficient donc pas de la même protection. L'intérêt historique des églises baptistes ou pentecôtistes, mais aussi des synagogues, des mosquées ou des temples bouddhistes est en effet apprécié de la même façon que pour les autres catégories du patrimoine culturel bâti. Outre cet amendement à la loi sur le patrimoine, l'accord entre l'État et l'Église relatif aux églises paroissiales fut formellement établi en 2000 dans un court document de six paragraphes réglementant : 1) la durée de l'accord ; 2) les qualifications requises pour assurer l'entretien du patrimoine culturel, dont les églises ; 3) les questions relatives à l'accessibilité ; 4) les formes de coopération entre l'État et l'Église ; 5) les modalités d'information sur l'utilisation de la compensation étatique ; 6) les évaluations régulières²². La compensation étatique fut versée pour la

20. RIEGL A., « The Modern Cult of Monuments. Its Essence and Development » [1903], in PRICE N. et al, (ed.), *Historical and Philosophical Issues in the Conservation of Cultural Heritage*, Los Angeles, Getty Conservation Institute, 1996.

21. LINDAHL G., *Saneringsutredningen. Sanering : betänkande. 3, Kulturhistoriskt värdefull bostadsbebyggelse* [Enquête sur le renouvellement urbain. Rapport 3. Le résidentiel – patrimoine historique], Stockholm, 1973.

22. SUEDE. KULTURDEPARTEMENTET [Ministère de la culture], *Överenskommelse mellan staten och Svenska kyrkan i frågor som rör de kulturhistoriska värdena inom Svenska kyrkan* [Accord entre l'État et l'Église suédoise sur les questions relatives au patrimoine culturel de l'Église suédoise], Stockholm, 2000 (Ku2000/470/Ka).

première fois en 2002 et atteint en 2015 un montant total de 470 millions de couronnes suédoises (soit 50,3 millions d'euros annuels)²³.

Afin de garantir une pleine transparence, le système est conçu de façon à associer différents acteurs et répartit les fonctions de contrôle entre plusieurs institutions. Toutefois, les pouvoirs de décision les plus importants reviennent à la seule Église de Suède. Ainsi, son organe administratif central décide de la distribution du financement entre les treize diocèses, tandis que chacun des diocèses est responsable de sa répartition entre les paroisses. Toutes les décisions sont fondées sur les demandes émanant des congrégations (communautés paroissiales locales). Le Conseil national du patrimoine et les conseils administratifs départementaux disposent, en vertu de la loi, de la possibilité de faire des observations sur cette répartition, et le système de financement est économiquement évalué par l'Église elle-même ainsi que par l'Agence nationale d'audit de Suède²⁴. En outre, des conseils consultatifs régionaux réunissent fréquemment des membres de l'administration du patrimoine, des diocèses et des paroisses afin d'identifier les problèmes et de débattre des questions importantes. Néanmoins, au regard de sa fonction exécutive, l'Église joue indubitablement le rôle le plus influent.

Pour obtenir un financement, les projets de conservation présentés doivent remplir trois conditions générales. D'une part, les mesures envisagées doivent pouvoir être considérées comme « du plus grand bénéfice possible pour le patrimoine culturel »²⁵. D'autre part, les édifices culturels doivent être ouverts et accessibles. Enfin, toute collaboration entre l'Église de Suède et l'administration du patrimoine doit se nouer « dans une compréhension mutuelle et le respect des intérêts de chacun »²⁶.

Au final, il faut souligner que, bien que l'objectif formel du système de compensation de la conservation prise en charge par l'Église soit de contribuer

23. SVENSKA KYRKAN, *Svenska kyrkans redovisning för år 2015 angående de kyrkliga kulturvärdena och användningen av den kyrkoantikvariska ersättningen*. Svenska kyrkans rapport till kulturdepartementet [Les comptes de l'Église de Suède pour l'année 2015 concernant les valeurs culturelles ecclésiastiques et l'utilisation de la compensation. Rapport de l'Église de Suède au ministère de la Culture], 2016. – Cette somme peut être rapprochée des 25 millions d'euros annuels dépensés par l'État pour l'entretien et la restauration de l'ensemble des autres sites historiques de Suède.

24. SUÈDE. RIKSREVISIONEN [Agence nationale d'audit], *Statens insatser för att bevara de kyrkliga kulturminnena* [Efforts nationaux visant à préserver le patrimoine culturel ecclésiastique], Stockholm, 2008 (RIR 2008 : 2).

25. SVENSKA KYRKAN, *Handbok för arbetet med kyrkoantikvarisk ersättning* [Manuel sur la compensation], 2013.

26. SVENSKA KYRKAN, *Villkor för kyrkoantikvarisk ersättning*. Antagen av Kyrkostyrelsen [Modalités de la compensation adoptées par le Conseil de l'Église], 24 sept. 2012.

à une gestion durable, à long terme, du patrimoine religieux, il n'est pas exigé des paroisses qu'elles produisent un plan de prévision de l'usage futur des édifices culturels. Comme la compensation ne couvre selon la loi que les coûts engendrés par la préservation du caractère historique des biens religieux, la question de l'usage demeure du seul ressort de l'Église. Pour cette raison, il est courant que les paroisses obtiennent un financement pour restaurer une église qu'elles estiment sans utilité ou qu'elles n'envisagent pas d'utiliser.

3. PRATIQUES RELIGIEUSES CONTEMPORAINES ET USAGES PROFANES DU PATRIMOINE CULTUREL RELIGIEUX

3.1. L'AVENIR DES ÉGLISES, UNE QUESTION PAROISSIALE

Les édifices paroissiaux sont, dans une grande majorité, toujours régulièrement utilisés. En 2015, 20 % de ces édifices étaient fréquentés quotidiennement à des fins religieuses, tandis que 47 % l'étaient de façon hebdomadaire²⁷. En dehors des offices religieux, les édifices sont utilisés pour beaucoup d'autres activités. L'Église de Suède accueille ainsi 5 000 chœurs et 97 000 choristes, dont beaucoup organisent leurs répétitions dans les églises paroissiales²⁸. Il convient d'inclure les concerts, les réceptions, les repas et séances de lectures publiques parmi les activités qui se déroulent dans les édifices religieux à l'initiative de l'Église²⁹. Les visites occasionnelles, dans le cadre de voyages organisés ou par de simples passants et touristes, avec ou sans motivation religieuse, ne sont pas incluses dans ces statistiques, mais représentent une part importante des modalités d'usage des églises³⁰. En ce qui concerne ces visites, la seule certitude est que les églises paroissiales demeurent ouvertes en dehors des heures d'ouverture au culte et peuvent ainsi accueillir des visites sur une période moyenne de 137 jours par an³¹.

Parallèlement à cette image d'églises paroissiales régulièrement visitées et utilisées, le concept d'« église vide » est fréquemment invoqué, que ce soit par l'Église de Suède elle-même ou dans le débat public, pour rendre compte de la baisse de fréquentation des églises. De nombreux prêtres et

27. SVENSKA KYRKAN, *Svenska kyrkans redovisning för år 2015...*, op. cit.

28. SVENSKA KYRKAN, *Antal körer och körsångare i Svenska kyrkan 2001-2015* [Nombre de chorales et de choristes dans l'Église de Suède], 2015.

29. SVENSKA KYRKAN, *Svenska kyrkans redovisning för år 2015...*, op. cit.

30. *Ibid.*

31. *Ibid.*, p. 25.

conseils paroissiaux considèrent que les églises nombreuses constituent un fardeau, en partie en raison des coûts d'entretien, et aussi parce que ces spacieux édifices semblent souligner physiquement le déclin des pratiques religieuses. Comme l'exprime un jeune prêtre, « lors d'un office dominical, dix fidèles dans une large église en donnent une image particulièrement vide »³². Les statistiques, montrant que le nombre total de fidèles assistant à l'office dominical a diminué d'un tiers au cours de la première décennie suivant la séparation entre l'État et l'Église de Suède³³, contribuent à forger le concept d'église vide.

En 2012, les statistiques indiquaient que les dépenses de l'Église relatives à la gestion de ses biens avaient substantiellement augmenté de 49 % depuis 2002, ce qui fut considéré pour l'essentiel comme un effet du système de compensation de la conservation prise en charge par l'Église³⁴. Une enquête fut alors lancée, afin de recenser la totalité et la diversité des biens de l'Église et d'envisager des modes alternatifs de répartition des responsabilités³⁵. Lors de la présentation du rapport final en 2015, le coordinateur de l'enquête, Lars Johnsson, insista sur la nécessité de « réduire les coûts en améliorant la gestion des propriétés et en diminuant le nombre de biens »³⁶. Cette cartographie a montré que les paroisses suédoises possèdent environ 16 000 édifices, en incluant toutes les dépendances (c'est-à-dire, outre les églises elles-mêmes, les bâtiments paroissiaux, les presbytères, les funérariums ou encore de simples entrepôts)³⁷. Le message des auteurs de l'enquête était clair : l'Église doit se préparer à un futur plus modeste d'un point de vue financier, en se séparant si nécessaire des biens sans réelle utilité. Le sort de ce que l'on peut qualifier d'églises sous-utilisées devrait en conséquence être reconsidéré.

Les paroisses suédoises appréhendent la situation actuelle de différentes façons, en fonction de facteurs locaux spécifiques qui, à part l'appartenance à

32. LÖFGREN E., *Gamla kyrkor...*, op. cit.

33. SVENSKA KYRKAN, *Besök i Svenska kyrkans gudstjänster 1990-2015...*, op. cit.

34. SVENSKA KYRKAN, *Gemensamt ansvar – en utredning om fastigheter, kyrkor och utjämningsystem. Betänkande från den av kyrkostyrelsens tillsatta Utjämningsutredningen* [Responsabilité partagée. Étude sur l'immobilier, les églises et le système de compensation. Rapport de l'enquête sur la compensation, commandée par le Conseil de l'Église], 2015, p. 64.

35. *Ibid.*

36. SVENSKA KYRKAN, *Förslag om effektiv fastighetsförvaltning*. Pressmeddelande, 6 maj 2016 [Propositions pour une gestion immobilière efficace. Communiqué de presse du 6 mai 2016].

37. SVENSKA KYRKAN, *Gemensamt ansvar...*, op. cit.

l'Église et la fréquentation des offices, ont trait à la géographie, aux circonstances historiques, aux changements démographiques, à la politique culturelle et aux engagements individuels³⁸. Lorsqu'une église est considérée comme délaissée, ces critères semblent déterminer la capacité à agir et la marge de manœuvre. Depuis 2000, le nombre de paroisses a diminué de près de moitié et de nouvelles fusions sont prévues en 2017. L'on dénombre aujourd'hui 1 400 paroisses, beaucoup d'entre elles résultant de la fusion de paroisses à l'origine plus petites et se trouvant de ce fait propriétaires de plusieurs églises, certaines paroisses pouvant gérer jusqu'à 25 édifices culturels. Face à un nombre élevé d'édifices, certaines paroisses ont choisi d'assurer des offices religieux dans les différentes parties de leur territoire selon un agenda établi chaque année. D'autres ont quant à elles privilégié une église principale, tandis que les autres églises et chapelles sont utilisées pour des occasions spéciales ou en fonction de requêtes individuelles. En outre, dans certaines paroisses, des églises sont fermées et mises « en sommeil », c'est-à-dire mises hors service de façon définitive, sans pour autant être désacralisées. Ces édifices sont alors toujours entretenus matériellement, mais indisponibles pour les célébrations. Enfin, certains conseils paroissiaux décident quant à eux de vendre un ou plusieurs édifices culturels de leur circonscription.

3.2. ÉGLISES À VENDRE

Il n'existe pas d'obstacle légal empêchant les paroisses de vendre un édifice culturel. La loi sur l'Église de Suède (SFS 1998 : 1591) qui régit les questions relatives à l'organisation, aux cotisations des membres, aux biens ecclésiastiques et aux archives, ne concerne pas les édifices religieux. La loi sur le patrimoine de 1988 contient une section complète consacrée aux églises, mais sans aborder la question de leur vente. Enfin, l'ordonnance de l'Église de Suède ne règle que le processus de désaffectation culturelle (Kyrkoordningen 2016, ch. 20, §§ 7-8). En outre, des études montrent que jusqu'à présent et de façon surprenante, peu de paroissiens ou de représentants des communautés locales ont tenté de s'opposer aux ventes d'édifices³⁹. Lorsque l'on considère l'histoire et les caractéristiques architecturales des 54 églises paroissiales qui ont été vendues et ont connu de nouvelles affectations depuis 2000, date de

38. LÖFGREN E. and WETTERBERG O., *Gamla kyrkor – nya värden. Bruk och förvaltning av kyrkor i ett förändrat samhälle. Redovisning av forskningsresultat*, Riksantikvarieämbetet [Vieilles églises, nouvelles valeurs. Utilisation et gestion des églises dans une société en mutation. Compte-rendu de la recherche, Conseil national du patrimoine], 2016.

39. LÖFGREN E., *Gamla kyrkor...*, *op. cit.*

la séparation, l'on observe qu'elles forment un groupe à part de bâtiments, partageant des particularités et des caractéristiques qui peuvent expliquer le bon déroulement des ventes.

Beaucoup de ces édifices sont le fruit d'une implication importante d'un petit groupe de paroissiens qui, au début et au milieu du ^{xx}^e siècle, ont établi le besoin de nouveaux locaux et ont rassemblé des fonds pour leur construction. Bien qu'utilisés plus ou moins comme des églises paroissiales ordinaires, ces édifices ont longtemps été entretenus et possédés par des trusts privés ou des *chapel foundations*⁴⁰. Au fur et à mesure que les initiateurs de telles constructions ou les fiduciaires vieillissaient, les églises ont été données aux paroisses, qui ont finalement décidé de les vendre.

L'autre cas typique, qui se superpose parfois au précédent, concerne des communautés plus récemment établies. Beaucoup des églises vendues ont été construites à la suite d'une situation manufacturière prospère qui a transformé des villages en petites villes industrielles dans la première moitié du ^{xx}^e siècle. Certains de ces édifices ont été en effet créés et financés par l'industrie locale elle-même. Lorsque la production a été redéployée dans les années 1970 ou 1980, la population, et avec elle la congrégation, a rapidement diminué, ce qui a finalement conduit à vendre des églises pas tellement anciennes. D'autres églises ayant fait l'objet d'une vente sont issues de l'expansion périurbaine des années 1960 et 1970. À cette époque, alors que des théologiens de premier plan soutenaient que l'Église devait rester spatialement et spirituellement proche de la population et faire partie de la vie quotidienne, des églises de district et ce que l'on appelait les « petites églises » furent construites à proximité des centres commerciaux et des stations de tramway⁴¹. Leur conception architecturale modeste devait incarner une Église accueillante et facilement accessible⁴².

Six églises mises à part, tous les édifices vendus ont été construits au ^{xx}^e siècle, pour la plus grande part après 1939, ce qui signifie que les limitations légales qui pourraient être apportées aux changements architecturaux sont moins strictes (SFS 1988 : 950). Ces églises sont dépourvues

40. LINDBLAD J., « Kyrkorna 1850-1950 » [Églises 1850-1950], in DAHLBERG M. and FRANZÉN K. (eds). *Sockenkyrkorna : kulturarv och bebyggelsehistoria* [Les églises paroissiales : patrimoine et histoire des édifices], Stockholm, Riksantikvarieämbetet, 2008, p. 291-317.

41. *Ibid.*

42. WENNÄS O., « Får en kyrka se ut hur som helst ? Några drag i svensk kyrkoarkitektur 1955-1975 » [Une église peut-elle ressembler à n'importe quoi ? Caractéristiques de l'architecture des églises suédoises 1955-1975], in *Gränser : populärvetenskapliga föredrag om humanistisk forskning* [Frontières : conférences de vulgarisation scientifique sur la recherche en sciences humaines], Göteborgs Universitet, 2003, p. 365-372.

de cimetière, une situation particulièrement peu commune pour les églises suédoises, mais qui facilite pour le moins leur réutilisation. Les deux tiers des édifices concernés étaient à l'origine qualifiés de « chapelle » ou de « salle de réunion ». Enfin, il est à souligner que la majorité des bâtiments vendus ne présentent pas les caractéristiques typiques des églises suédoises, telles qu'un clocher, un campanile, des vitraux ou un retable remarquable. À l'exception d'une croix à l'entrée, les symboles chrétiens bien visibles sont généralement rares. Dans l'ensemble, les caractéristiques de ces édifices ne correspondent pas à la conception que l'on se fait généralement de ce à quoi doit ressembler une église.

Lorsqu'il leur a été demandé d'expliquer leur décision de recourir à la vente, les représentants des paroisses ont avancé plusieurs arguments : l'aspect financier, les besoins de la paroisse et le manque d'intérêt (architectural et/ou historique) de l'édifice⁴³. Bien que les considérations économiques et le nombre décroissant de fidèles fussent les raisons les plus explicitement mises en avant, elles n'apparaissent pas comme les seules explications. Des études de terrain indiquent plutôt que les églises furent vendues une fois qu'il fut définitivement établi que l'édifice présentait peu voire aucun intérêt pour la paroisse ou la communauté locale⁴⁴. Ce manque d'intérêt, exprimé dans des termes très comparables par les différentes paroisses (l'édifice n'est pas ancien, est resté vide pendant longtemps, ne ressemble pas à une église, etc.), doit également être considéré à la lumière de la loi sur le patrimoine qui attribue une grande valeur et accorde une protection automatique aux églises construites avant 1940. En d'autres termes, un certain niveau de consensus semble prévaloir pour apprécier la valeur des édifices culturels.

3.3. LE PATRIMOINE RELIGIEUX SANS RELIGION OU LE DÉFI DU MAINTIEN DE L'USAGE

« Le but est de les utiliser parce que nous en sommes propriétaires. Est-ce raisonnable ? » : c'est ainsi que s'exprimait un prêtre âgé à propos de la décision de la paroisse de vendre l'une de ses églises⁴⁵. La question se voulait rhétorique. Du point de vue de ce prêtre, il ne peut être exigé d'une organisation telle que l'Église de Suède d'administrer des biens qui ne remplissent pas leur fonction. Même si l'Église est légalement tenue de

43. LÖFGREN E., *Gamla kyrkor...*, op. cit.

44. *Ibid.*

45. *Ibid.*

mener des « activités sur tout le territoire national » (SFS 1998 : 591), la loi ne détaille ni les lieux ni les bâtiments concernés. Or, dans ce contexte particulier, et en considérant les églises comme des éléments du patrimoine culturel, la réponse à la question posée demeure ouverte. En tant que gestionnaires désignés du patrimoine culturel national, ne peut-on considérer que l'usage des églises fait partie de la responsabilité des paroisses ?

L'usage a toujours constitué un concept-clé du discours sur la conservation du patrimoine. Tout d'abord, la majeure partie du patrimoine mobilier a en général perduré après un changement d'usage. Les processus de patrimonialisation sont souvent considérés comme découlant d'un manque de valeur d'usage, au sens économique du terme⁴⁶. Face à l'éventualité de se défaire d'un édifice, celui-ci se pare de nouvelles qualités : il est redéfini et de nouvelles fonctions sont établies. La sortie de l'usage originel ouvre la voie à une nouvelle signification. De ce point de vue, l'inutilité constitue le premier seuil, voire même un critère du processus de patrimonialisation.

En même temps, et de façon absolument constante, les chartes de conservation et les documents officiels au niveau international insistent sur l'importance d'un *usage continu*, fondamental à la fois pour garantir le statut patrimonial de l'objet, mais également pour sa pérennité matérielle⁴⁷. Il est constamment demandé aux responsables de la conservation de préserver l'usage continu afin de garder le patrimoine vivant. Il est vrai que l'usage contemporain des objets patrimoniaux est souvent décrit comme néfaste pour les complexes historiques, mais les risques qui accompagnent une sous-utilisation peuvent s'avérer encore plus dommageables. Comme l'indiquent Susana Mourato et Massimiliano Mazzanti, une telle situation se présente « par exemple, lorsque l'objectif de préservation d'un site est poursuivi en mettant en œuvre uniquement des politiques défensives, telles que le classement [au titre des monuments historiques], sans explorer des stratégies intégrées de valorisation : conservation, restauration et politiques axées sur la demande »⁴⁸.

46. KIRSHENBLATT-GIMBLETT B., *Destination Culture : Tourism, Museums, and Heritage*, Berkeley, Univ. of California Press, 1998.

47. V. ICOMOS, *Charte du patrimoine bâti vernaculaire*, ratifiée par la 12^e Assemblée générale de ICOMOS, au Mexique, oct. 1999 ; ICOMOS AUSTRALIE, *Charte de Burra pour la conservation des lieux et des biens patrimoniaux de valeur culturelle*, 1979, modifiée en 1981, 1988 et 1999. – SUÈDE. RIKSANTIKVARIEÄMBETET [Conseil national du patrimoine], *Vägledning för tillämpning av kulturminneslagen. Kyrkliga kulturminnen* [Lignes directrices pour l'application de la loi sur le patrimoine. Monuments ecclésiastiques], Stockholm, 2012.

48. MOURATO S. and MAZZANTI M., « Economic Valuation of Cultural Heritage : Evidence and Prospects », in TORRE M. DE LA (ed.), *Assessing the Values of Cultural Heritage*, Los Angeles, The Getty Conservation Institute, 2002, p. 51.

Comme l'indiquait en 2008 Giora Solar, représentant du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), l'usage des lieux religieux, « au-delà des considérations liées à la capacité de prise en charge ou à la conservation, est une question cruciale et difficile »⁴⁹. L'exemple suédois illustre le fait que c'est l'usage plutôt que le financement qui constitue le principal défi lorsqu'on évoque l'avenir du patrimoine religieux. La question se pose de savoir si les Suédois, décrits comme appartenant à l'Église sans être croyants⁵⁰, sont toujours disposés à financer la conservation d'édifices qui ne sont plus utilisés à des fins religieuses (voire luthériennes) ? Est-ce que ces édifices garderont leur signification ou, pour paraphraser Lucie K. Morrisset et Luc Noppen, est-ce que le patrimoine religieux survivra à la religion⁵¹ ?

La transformation actuelle du patrimoine religieux interroge la distinction, tant légale que conceptuelle, entre usage religieux contemporain et usage patrimonial lié à l'histoire. Outre ce champ de prospective qui reste encore à explorer, il faut également tenir compte de l'éventail des motivations, émotions et sensations qui conduisent encore aujourd'hui les personnes vers les édifices culturels. L'enjeu, tant pour le secteur de la conservation du patrimoine suédois que pour l'Église de Suède, consiste à se confronter aux questions essentielles de la signification des pratiques religieuses pour le patrimoine historique et des valeurs séculières du patrimoine historique pour les pratiques religieuses.

49. SOLAR G., « Conservation and Religion », in *Conservation and Preservation : Interactions between Theory and Practice : in Memoriam Alois Riegl (1858-1905)*, Proceedings of the International Conference of the ICOMOS, 2008, p. 255.

50. DAVIE G., « Vicarious Religion : A Methodological Challenge », in AMMERMAN N., *Everyday Religion. Observing Modern Religious Lives*, Oxford, OUP, 2007, p. 21.

51. MORRISSET L. K. and NOPPEN L., « Du patrimoine démodé au retour du Grand Tour : réflexions sur la désaffection des cultes », *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, 24-2, 2005, p. 39-46.